



Pourquoi le Conseil bruxellois de coordination socio-politique appelle à rejoindre les actions lancées par le front commun syndical du 6 novembre au 15 décembre 2014!

Pour vous associer à l'appel ci-dessous, membre ou non du CBCS, envoyez un courriel à [awillaert@cbcs.be](mailto:awillaert@cbcs.be) ou un SMS au 0479.395.396 en mentionnant votre nom et l'organisation de la société civile que vous représentez. Vous serez recontacté pour confirmation.

En ce début de législature, nous prenons connaissance, comme tous les citoyens, des projets portés par le nouveau gouvernement fédéral. Chaque jour qui passe amène son lot de mauvaises nouvelles. Le train de mesures de réduction des dépenses publiques décidées ces derniers jours ne sera de nature, ni à simplifier, ni à faciliter la vie des populations avec lesquelles nous travaillons. Nous craignons au contraire que la plupart des dispositions envisagées poussent vers la précarité des personnes qui n'en étaient plus tellement éloignées. Le secteur social, déjà fragilisé, va, quant à lui, être mis sous pression par cette nouvelle vague d'austérité.

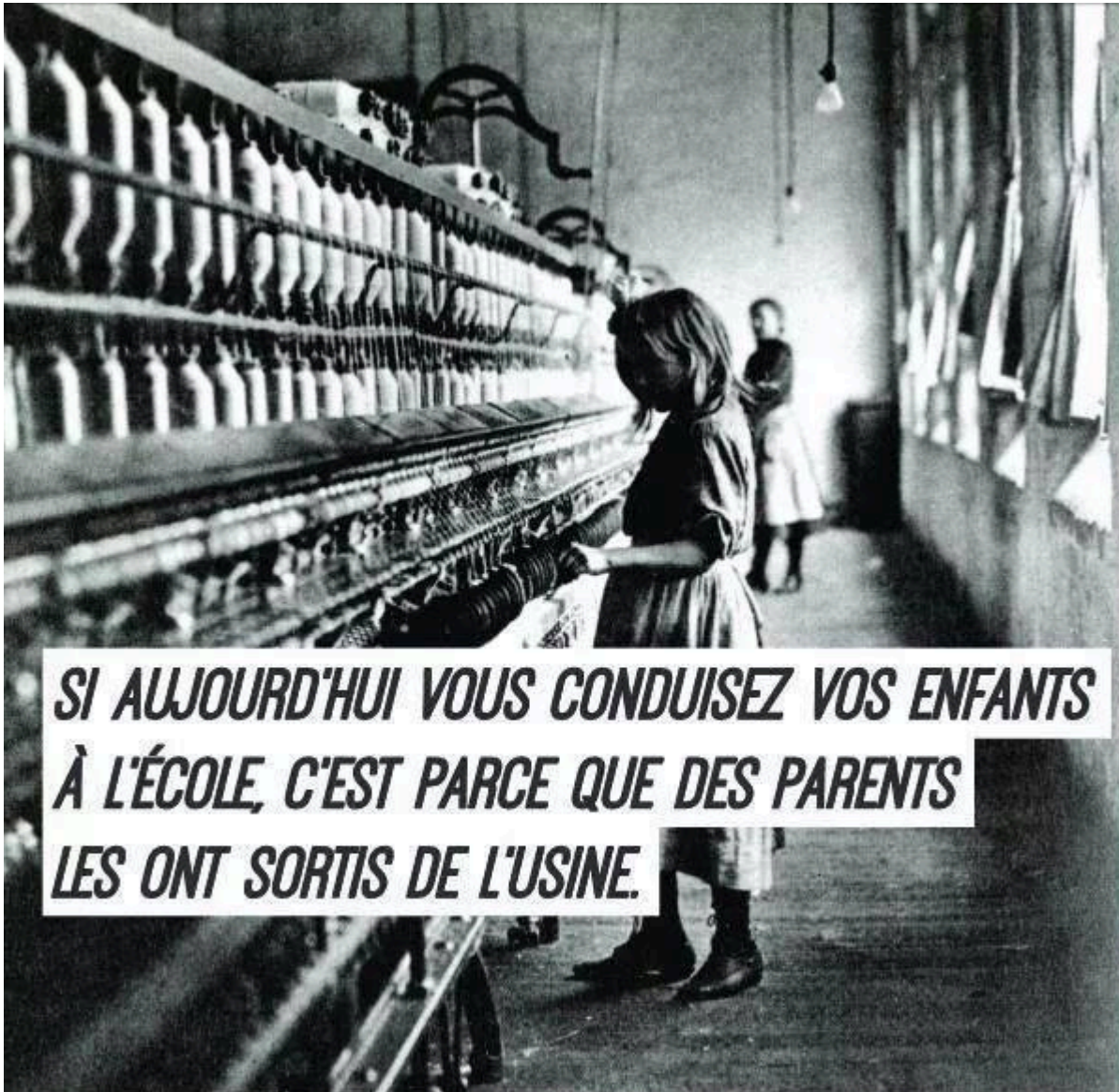
Du social à la santé, de la culture à la politique d'immigration, de la politique scientifique à la recherche, du droit d'asile au traitement de la pauvreté, des transports publics à la fonction publique, des acquis du monde du travail aux mesures concernant les chômeurs, c'est l'ensemble des services publics qui se retrouvent frappés par une politique antisociale dure, inéquitable, négligeant la question environnementale et climatique et imposée sans concertation digne de ce nom.

S'ajoute à ces mesures injustes la légitimation, par la montée au gouvernement de personnalités proches de la droite extrême, d'un discours discriminatoire et raciste sur fond de thèses nauséabondes.

L'actuel gouvernement, sous couvert de préoccupations gestionnaires et de volonté réformatrice, remet fondamentalement en cause les termes d'un compromis politique et social déjà vacillant.



Du soutien aux actions syndicales à une mobilisation citoyenne  
progressiste !



Alors que de nombreuses voix s'élèvent, dont des économistes de haut niveau, y compris dans la famille libérale, pour dénoncer l'impact négatif des politiques d'austérité imposées par les autorités européennes et internationales, la nouvelle majorité persiste et signe dans la même voie !

Les services au public sont clairement la cible de ce gouvernement, et avec eux l'ensemble des citoyens qui en bénéficient, à commencer par les plus fragiles d'entre eux, parmi lesquels les femmes et les jeunes sont en première ligne. Les organisations syndicales, dont on clame qu'elles seront les partenaires d'une concertation déjà vidée de sa substance, sont en réalité poussées hors-jeu !



Cette offensive systématique d'un gouvernement qui veut frapper fort en début de législature s'inscrit dans une avancée idéologique ultra-libérale et conservatrice que nous dénonçons depuis des années. Et cela à double titre.

C'est d'une part au nom de la chasse aux supposés « abus » des bénéficiaires des régimes de solidarité, de la remise en cause de « l'assistanat » et de l'appel à la responsabilité individuelle que la majorité au pouvoir poursuit son projet de « dégraissage » des services publics et de diminution ou de suppression de nombreuses prestations sociales.

C'est d'autre part au nom de la lutte contre l'endettement des États et de la volonté exprimée de retrouver le « chemin de la croissance et de la compétitivité » qu'on veut faire avaler au plus grand nombre la couleuvre de l'austérité. Or les politiques mises en place ces dernières années par les différentes coalitions n'atteignent pas les objectifs qu'elles revendiquent. Au contraire, elles fragilisent davantage encore l'économie réelle. En réduisant le pouvoir d'achat du plus grand nombre, elles freinent la consommation et créent une spirale déflationniste, défavorable à la croissance et à l'emploi et entraînent un impact négatif sur les recettes enregistrées par l'Etat. Plus grave encore, elles creusent le fossé des inégalités et produisent des écarts de richesse jamais atteints depuis la seconde guerre mondiale. Elles minent de ce fait une cohésion sociale mise à mal depuis le début des années 80 et aggravée encore par les effets de la crise financière de 2008. En d'autres mots, comme l'écrit depuis longtemps Paul Krugman, prix Nobel de l'économie, et d'autres avec lui, l'austérité tue le malade qu'elle prétend vouloir soigner !

Le « tout à l'entreprise » est, en réalité, la bible d'une coalition qui tente d'appliquer presque à la lettre le diktat d'une partie du monde patronal, celle qui a largement inspiré le programme du parti le plus puissant de l'actuelle majorité.

Si nous ne réagissons pas collectivement et massivement aux mesures qui s'annoncent, nous risquons de perdre, en peu de temps, les moyens et les marges durement acquis qui nous ont permis de préserver, en lien étroit avec les politiques publiques, l'accès aux droits sociaux fondamentaux pour la majorité de nos concitoyens.

C'est pourquoi nous pensons qu'il est essentiel de montrer notre capacité de mobilisation, de vigilance et de solidarité dans un large mouvement progressiste qui transcende les clivages corporatistes et sectoriels.

En soutenant les actions lancées par le front commun syndical, nous dirons ensemble et fort, au nom du monde associatif et des travailleurs du secteur non marchand, notre opposition à un projet de société peu solidaire, défavorable aux services publics, mauvais pour



l'environnement, injuste pour les faibles et favorable aux nantis.

Les membres du conseil d'administration du Conseil bruxellois socio-politique appellent leurs associations membres et les équipes qui les composent à participer activement et dans la dignité à ces journées de mobilisation syndicale et citoyenne !

Charles LEJEUNE, Président.

Michel PETTIAUX, Vice-président.

Alain WILLAERT, coordinateur général.

Jacques MORIAU, chargé de recherches.

Pierre SCHOEMANN pour la FASS et Modus Vivendi ASBL, administrateur.

Marie-Christine MEERSSEMAN pour la FASS, administratrice.

Yves DUPUIS pour le SETCA Bruxelles Hal Vilvorde, administrateur.

Emmanuel BONAMI pour la CNE Bruxelles, administrateur.

Michel ROLAND pour Médecins du Monde, administrateur.

Catherine VEGAIRGINSKY, pour le Centre bruxellois de promotion de la santé, administratrice.

Bruno VINIKAS, pour le Centre bruxellois d'action interculturelle (CBAI), administrateur.

Manu GONCALVES, administrateur, et Eric Messens, pour la LBFSM.

Catherine REYNAERTS, pour la Catégorie sociale de la Haute Ecole Paul-Henry Spaak, administratrice.

Eric COLLE, pour le Service social de la Mutualité Saint-Michel, administrateur.

Fatima ZAITOUNI, pour SOS Jeunes - Quartier Libre, administratrice.

Dominique VAN LIERDE, pour la FSB, administratrice.

Claire-Marie CAUSIN, pour la Fédération des Maisons Médicales.

Jerry WERENNE, pour le Projet Lama

Céline NIEUWENHUYS et Julie KESTELOOT, pour la Fédération des services sociaux.

Serge ZOMBEEK, pour la FEDITO Bruxelles

Alain LEDUC et Daniel FASTENAKEL, pour Lire et Ecrire Bruxelles ASBL.

Eliane DEMUNTER, pour Grandir Ensemble ASBL.

Florence CORDI, pour La Trace ASBL

Marc IMPE, pour le STICS ASBL

Muriel GOESSENS, pour Transit ASBL

Didier DE VLEESCHOUWER, pour DUNE ASBL

Anne Defossez, pour le CAMD

Signataires associés (non membres du CBCS) :

Denis STOKKINK, Pour la solidarité ASBL



## Du soutien aux actions syndicales à une mobilisation citoyenne progressiste !

Isabelle HEYMANS, Plateforme d'Action Santé et Solidarité

### [LIRE NOTRE COMMUNIQUE DE PRESSE DU 05/11/2014](#)

Pour rappel, voici les dates des actions prévues par le Front commun CSC/FGTB/CGSLB

- 6 novembre, manifestation, départ Gare du Nord, Bruxelles, à 11 heures
- 24 novembre 2014 : grève tournante provinces du Hainaut, Luxembourg, Limbourg et Anvers
- 1 décembre 2014 : grève tournante provinces de Namur, de Liège, de Flandre Occidentale et de Flandre Orientale
- 8 décembre 2014 : grève tournante provinces de Brabant Flamand et de Brabant Wallon et Bruxelles.
- 15 décembre 2014 : grève nationale
- 19 décembre 2014 : participez à l'encerclement pacifique du sommet européen avec l'Alliance D19-20. Les mesures envisagées par le gouvernement fédéral correspondent aux « recommandations » que la Commission européenne a faites à la Belgique.



Documents joints

[Communiqué de presse CBCS : soutien aux actions syndicales - 05/11/2014](#)